



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE VAR
236, boulevard du Maréchal Leclerc
83000 TOULON**

**DANS LE CADRE DU PROJET « CLASTER » DU PROGRAMME MARITTIMO
INTERREG POUR LA CCI DU VAR
ACTIVITE 1.3**

**FOURNITURE ET MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION ANTI-BRUIT SUR LES PORTS
DE LA RADE DE TOULON**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

Marché passé en application des articles R.2113-4 à R.2113-6, R.2121-1, R.2123-1-1° et R.2123-5 du code de la commande publique R.2121-1, R.2123-1-1° et R.2123-5 du code de la commande publique.

Le présent CCAP comprend 11 feuillets numérotés de 1 à 11.

SOMMAIRE

Article 1 – Objet du marché – dispositions générales	3
Article 2 – Pièces constitutives du marché	3
Article 3 – Responsabilité et assurance.....	4
Article 4 – Protection de la Main d’œuvre et conditions de travail	4
Article 5 : Prix.....	5
Article 6 : Actualisation des prix.....	5
Article 8 – Avance	6
Article 9 – Nature de la prestation	7
Article 10 Délais d’exécution	7
Article 11 Affermissement tranche	7
Article 12– livrables	7
Article 13– Pénalités	7
Article 14 – Personnel du titulaire - Organisation	8
Article 15 – Sous-traitance	8
Article 16 – Confidentialité	8
Article 17 – Démarche de développement durable – clause environnementale	9
Article 18 – Opérations de vérification et décisions - Garantie.....	9
Article 19 – Résiliation.....	10
Article 20 – Exécution aux frais risques	10
Article 21 – Litiges	11
Article 22 – Dispositions diverses	11
Article 23– Dérogation au CCAG FCS	11

CHAPITRE I : GÉNÉRALITÉS

Article 1 – Objet du marché – dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition et la mise en place d'une solution anti-bruit sur les ports de la Rade de Toulon, dans le cadre de l'activité 1.3 du projet CLASTER du Programme Marittimo Interreg pour la CCI du Var.

La description des prestations, leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

1.2 Tranches

Le marché est composé d'une tranche ferme et une tranche optionnelle :

La tranche ferme concerne la fourniture et mise en place de la solution pour les quais Corse et Fournel du terminal TCA.

La tranche optionnelle concerne la fourniture et mise en place de la solution pour le quai Minerve du terminal TCA.

1.3 Durée du marché

Le marché sera conclu à compter de la réception par le titulaire de sa notification jusqu'à la fin de réalisation des prestations.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Particulières.

1.4 Procédure

La présente consultation est passée en application des articles R.2113-4 à R.2113-6, R.2121-1, R.2123-1-1° et R.2123-5 du code de la commande publique.

Article 2 – Pièces constitutives du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement ses annexes,
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi et annexes,
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG FCS),
4. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
5. L'offre technique produit par le titulaire du marché à l'appui de son offre

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de

réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 3 – Responsabilité et assurance

Conformément aux stipulations de l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

Aucun plafond de garantie n'est imposé et aucune limite de responsabilité n'est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il appartient au titulaire de produire selon les modalités précisées ci-après une attestation d'assurance adéquate, au regard du secteur d'activité considéré et des risques auxquels il s'expose du fait de l'exécution des prestations.

Article 4 – Protection de la Main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois, règlements et convention collective, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, et ce, conformément à l'article 6 du CCAG FCS.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 a) du CCAG FCS.

Article 5 : Prix

5.1 – Caractéristiques Prix

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant les prix globaux et forfaitaires tels qu'indiqués dans l'acte d'engagement.

5.2 – Contenu des Prix

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiées dans les documents contractuels, y compris les frais d'essais, d'études, d'implantation, de contrôle et de nettoyage, remise ne état des emprises mise à disposition ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiées aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement de la prestation ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation ou d'une absence de visite des lieux de sa part pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent marché

Article 6 : Actualisation des prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables dans les conditions suivantes :

6.1 Mois d'établissement des prix initiaux du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la date et heure limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence (I) choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, sont :

Indice INSEE : Salaires et charges - Tous salariés -

6.3 Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{m-3}}{I_0}$$

avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

I_{m-3} = Valeur de l'indice de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des travaux

sous réserve que le mois m du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

6.4 Variation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Article 7 – Modalités de règlement

7.1 Règlement

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes. Le mode de règlement est le virement bancaire.

7.2 Délai de règlement – intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

7.3 Présentation de demandes de paiement

Le délai global de paiement, fixé à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, s'entend à dater de la réception de la facture par l'Acheteur attesté par le portail Internet Chorus pro.

Le titulaire transmettra régulièrement ses factures en fonction des prestations exécutées.

La remise des factures devra obligatoirement et exclusivement être réalisée par transmission électronique au moyen du portail Internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>, conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et du Code de la Commande Publique.

Les modalités de transmission des demandes de paiements dématérialisées sont indiquées sur le site.

Pour information, le code SIRET de CCI du Var est le : 188 300 016 00014. « Les factures comportent obligatoirement le numéro de marché »

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

Article 8 – Avance

Aucune avance ne sera versée.

Article 9 – Nature de la prestation

La solution est destinée à atténuer le bruit sur les quais des terminaux portuaires commerciaux, générés le claquement des rampes des navires sur les terre-pleins lors du chargement et déchargement de véhicules.

La CCI du Var souhaite équiper les quais d'un revêtement ou d'une plaque amortissante anti-bruit.

La surface à recouvrir est répartie sur les différentes zones de la manière suivante :

- ✓ Zone 1 : quai Fournel, sur TCA : 114 m² à recouvrir
- ✓ Zone 2 : quai Corse, sur TCA : 65 m² à recouvrir
- ✓ Zone 3 : quai Minerve, sur TCA : 90 m² à recouvrir

Article 10 Délais d'exécution

Compte tenu du calendrier imposé par le programme Interreg Marittimo, l'installation devra être réalisée au plus tard semaine 51.

Tranche ferme : réalisation des prestations pour les quais Corse et Fournel du terminal TCA - 5 mois maximum à compter de la date d'effet indiquée pour le démarrage des prestations, fixée à la réunion de lancement.

Tranche optionnelle n°1 : réalisation des prestations pour le quai Minerve du terminal TCA - 2 mois maximum à compter de la date d'effet indiquée pour le démarrage des prestations.

Article 11 Affermissement tranche

La tranche optionnelle pourra être affermi à compter de la notification de la tranche ferme et au plus tard 5 mois après le démarrage de la tranche ferme.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne sera versée au titulaire du marché.

Article 12– livrables

Le titulaire devra fournir DOE tel que mentionnés à l'article 6 du CCTP.

Article 13– Pénalités

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de retard installation, dépassement de la date limite pour la mise en place, le titulaire encourt une pénalité de 150 € par jour de retard calendaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée. Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Article 14 – Personnel du titulaire - Organisation

L'exécution des prestations devra être conforme aux exigences formulées au CCTP et aux normes et spécifications techniques applicables.

14.1 Personnel du titulaire

Le titulaire doit désigner une équipe de techniciens qualifiés adaptée au contexte et aux missions décrites dans le C.C.T.P. et mettre en œuvre l'organisation et les moyens nécessaires pour mener à bien le projet de la CCIV et répondre à ses attentes.

14.2 Réunions

Une réunion de démarrage sera organisée avec le prestataire au sein des locaux de la CCIV lors de laquelle sera réalisée une visite de site permettant de définir l'implantation des capteurs et le calendrier d'exécution. Cette réunion se tiendra au plus tard dans les 10 jours suivant la notification du présent marché.

Elle sera complétée par des réunions intermédiaire d'exploitation et de restitution

Article 15 – Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 14 et 20 du présent C.C.A.P.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est défini à l'article 11 du présent CCAP.

Article 16 – Confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Article 17 – Démarche de développement durable – clause environnementale

Au-delà des obligations réglementaires actuellement en vigueur, le titulaire s'engage à respecter à minima les mesures prises en termes de développement durable et l'attention du titulaire est spécialement attirée sur l'impérieuse nécessité de conduire ses prestations de manière à limiter les nuisances.

17.1 Protection de l'environnement

En application de l'article R2111-10 du Code de la commande publique et de l'article 7 du CCAG FCS, les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère environnemental.

La mise en place, le suivi et le contrôle du respect des mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier. Il devra prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollution de toutes natures, tant atmosphériques, que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier. Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.

17.2 Gestion des déchets

Le titulaire, producteur de déchets, prend à sa charge l'élimination de ces déchets. La Cci du Var pourra exiger à tout moment du Titulaire la communication des agréments des filières d'élimination ou de valorisation utilisés pour le traitement des déchets.

En matière de gestion des déchets, le titulaire est soumis à la réglementation générale au Code de l'Environnement et tout particulièrement au document « consignes environnementales aux prestataires extérieures » transmis par la CCI du Var, signé et remis par le titulaire avant tout commencement de travaux.

Pour ce faire, le titulaire s'appuiera sur le CCTP qui cite les contraintes, le document supra cité et les objectifs principaux en matière de traitement des déchets.

CHAPITRE IV : UTILISATION DES RESULTATS

Les dispositions du Chapitre 6 du CCAG FCS s'appliquent.

CHAPITRE V : CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Article 18 – Opérations de vérification et décisions - Garantie

A l'issue de la fourniture et de l'installation la CCI du Var procédera aux vérifications.

18.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG FCS.

Il sera procédé aux opérations de réception des travaux (pose installation) avec les services de la direction des Ports et sera dressé un PV de réception.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Point de départ du délai pour les opérations de vérification :
Le point de départ du délai est la date de remise des prestations à la CCI du Var.

18.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, la CCI du Var prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

18.3 Garantie

Les dispositions de l'article 33 du CCAG FCS s'appliquent.

Le bon fonctionnement de la solution livrée devra être garanti par le titulaire.

CHAPITRE V : INEXECUTION DU MARCHÉ

Article 19 – Résiliation

19.1 Résiliation pour faute

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 14 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

19.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 3 % par dérogation article 42 du CCAG FCS.

Article 20 – Exécution aux frais risques

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

Article 21 – Litiges

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine, 83000 Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Article 22 – Dispositions diverses

22.1 – Référence

Si le titulaire veut user de la référence de la C.C.I. du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

22.2- Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

22.3- Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

22.4 – Notifications et mise en demeure

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

22.5 - Modification de la réglementation

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînerait une modification du coût de la prestation.

Article 23– Dérogation au CCAG FCS

En application de l'article 1.2 du CCAG FCS et à titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G. FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. FCS
Pièces contractuelles	Art. 2	Art. 4
Pénalités	Art. 13	Art. 14
Vérification	Art. 18.1	Art.28
Résiliation	Art. 19.2	Art. 41
Dérogations	Art. 23	Art. 1.2